



Le rôle de l'Église catholique, du Conseil de la vie française et de Paul-Émile Gosselin dans le développement de la radio française au Canada, 1940-1955

Alain Canuel

Volume 85, Number 1-2, 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1064565ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1064565ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (print)
1920-6267 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Canuel, A. (2019). Le rôle de l'Église catholique, du Conseil de la vie française et de Paul-Émile Gosselin dans le développement de la radio française au Canada, 1940-1955. *Études d'histoire religieuse*, 85(1-2), 59–75.
<https://doi.org/10.7202/1064565ar>

Article abstract

Our study proposes to highlight the support of the Catholic Church and the Conseil de la vie française as well as the major contribution of Paul-Émile Gosselin in the development of French radio in Canada during the 1940-1955 period. Through the struggles that have been going on at the technical, administrative, political and financial levels, representatives of the Catholic Church have intervened with the obvious aim of preserving the fundamental values of French Canadians, including language, culture and religion. The CKSB radio station, St. Boniface, Manitoba, opened in 1946, and serves as an anchor for our analysis. We are also highlighting the role of the Church in the 1944 fundraising campaign for the establishment of four stations in the West. We conclude our analysis by emphasizing the support of Catholic clergy and politicians for the difficulties faced by Adrien Pouliot as a member of the Board of Governors when he was re-elected in February 1945.

Le rôle de l'Église catholique, du Conseil de la vie française et de Paul-Émile Gosselin dans le développement de la radio française au Canada, 1940-1955

Alain Canuel¹

Résumé : Notre étude se propose de mettre en relief le soutien de l'Église catholique et du Conseil de la vie française de même que la contribution majeure de Paul-Émile Gosselin dans le développement de la radio française au Canada au cours des années 1940-1955. À travers les luttes qui se sont poursuivies tant aux niveaux technique, administratif, politique que financier, les représentants de l'Église catholique sont intervenus dans le but manifeste de préserver les valeurs fondamentales des Canadiens français, notamment la langue, la culture et la religion. La station CKSB de Saint-Boniface, Manitoba, inaugurée en 1946, sert de point d'ancrage à notre analyse. Nous mettons également en évidence le rôle de l'Église en ce qui a trait à la campagne de financement de 1944 pour la mise sur pied de quatre stations dans l'Ouest. Nous terminons notre analyse en soulignant l'appui de membres du clergé catholique et d'hommes politiques face aux difficultés rencontrées par Adrien Pouliot comme membre du Bureau des gouverneurs lors de sa réélection en février 1945.

Abstract : Our study proposes to highlight the support of the Catholic Church and the Conseil de la vie française as well as the major contribution of Paul-Émile Gosselin in the development of French radio in Canada

1. Alain Canuel possède un doctorat en histoire et sociopolitique des sciences (Université de Montréal) et a complété ses études postdoctorales à l'Université McGill. Il a enseigné à titre de chargé de cours dans diverses universités du Québec et de l'Ontario. Il a occupé divers postes dans les organismes subventionnaires fédéraux (CRSH, CRSNG et IRSC), y compris les Réseaux de centres d'excellence du Canada, du programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier, du programme d'Aide aux revues savantes et de plusieurs autres. Au cours de sa carrière, il a publié divers articles scientifiques dans des revues canadiennes et étrangères et dans des ouvrages collectifs. Il a également participé à de nombreux colloques, conférences et autres activités scientifiques à l'échelle nationale et internationale.

during the 1940-1955 period. Through the struggles that have been going on at the technical, administrative, political and financial levels, representatives of the Catholic Church have intervened with the obvious aim of preserving the fundamental values of French Canadians, including language, culture and religion. The CKSB radio station, St. Boniface, Manitoba, opened in 1946, and serves as an anchor for our analysis. We are also highlighting the role of the Church in the 1944 fundraising campaign for the establishment of four stations in the West. We conclude our analysis by emphasizing the support of Catholic clergy and politicians for the difficulties faced by Adrien Pouliot as a member of the Board of Governors when he was re-elected in February 1945.

Au Canada, l'Église catholique s'est maintes fois investie dans des projets de société en devenant le fer de lance, la pointe de résistance de la foi, de la culture, de la langue et des traditions des Canadiens français. Dans cette perspective, l'Église apparaît comme l'appareil central de cohésion des communautés francophones : «de tous les liens qui unirent les diverses communautés françaises du Canada, aucun ne compta plus que le réseau clérical qui recouvrit l'ensemble du pays²». Au cours des années 1940 et 1950, l'influence de l'Église comme institution d'encadrement pour le développement de projets communautaires s'étend à presque tous les domaines de la vie sociale. Et la radio française n'y échappe pas. Pour les communautés francophones, la radio devient un instrument d'éducation et de protection de la langue française et de la religion catholique. La création de quatre stations françaises dans l'Ouest, entre 1946 et 1952, a obtenu un appui considérable des membres du clergé. L'abbé Maurice Baudoux surnommé le «père de la radio francophone dans l'Ouest canadien», a joué un rôle central dans le développement de ces stations³. Mais il n'est pas seul. La radio dans ce coin de pays n'aurait probablement pas vu le jour sans le concours d'autres personnes qui ont défendu avec acharnement les droits des francophones. Citons, entre autres, Antonio de Margerie, Raymond Denis, Dumont Lepage, le docteur Léon-Omer Beauchemin, l'abbé Antoine Deschambault, qui ont apporté un appui inconditionnel au projet, et tous ceux qui ont œuvré

2. Gaétan GERVAIS, «L'histoire de l'Ontario français (1619-1997)», dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada – l'état des lieux*, Moncton, Les éditions de l'Acadie, 1999, p. 153.

3. Ordonné prêtre en 1929, Maurice Baudoux est devenu évêque du diocèse de Saint-Paul (Edmonton), en Alberta, en 1948; il fut ensuite coadjuteur puis archevêque de Saint-Boniface de 1952 à 1974. Il a été secrétaire général de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan et très actif dans de nombreux secteurs d'activités, notamment dans la fondation d'une radio française dans l'Ouest canadien, dans la défense des agriculteurs ou pour la défense des droits linguistiques francophones et de la religion catholique dans l'Ouest. Voir Denise ROBILLARD, *Maurice Baudoux, 1902-1988. Une grande figure de l'Église et de la société dans l'Ouest canadien*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 502 p.

dans des organisations, telles que l'Association canadienne-française de l'Alberta, le Comité de survivance française, les Sociétés Saint-Jean-Baptiste, Radio-Ouest-Française ou l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan pour n'en nommer que quelques-unes⁴.

Cela dit, il existe un noyau central qui poursuit inlassablement ses activités pour le développement de la radio française au Canada. Outre l'abbé Baudoux dans l'Ouest, mentionnons le père Clément Cormier, recteur-fondateur de l'Université de Moncton, qui a été, dans les provinces maritimes, la cheville ouvrière de la radio française. Au centre du pays, deux figures de proue retiennent notre attention. Adrien Pouliot, président du Conseil de la vie française de 1940 à 1945 et membre du Bureau des gouverneurs de Radio-Canada, et l'abbé Paul-Émile Gosselin, secrétaire général du Conseil de la vie française.

Notre étude se propose de mettre en relief le soutien de l'Église catholique, du Conseil de la vie française de même que la contribution majeure de l'abbé Paul-Émile Gosselin dans le développement de la radio française au Canada au cours des années 1940-1955. Nous nous intéresserons particulièrement à la création de la station CKSB (1946), Saint-Boniface, Manitoba, première parmi les quatre stations françaises de l'Ouest. Nous présenterons également les principaux aspects de la campagne de financement de 1944 en mettant en évidence le rôle du clergé. Nous terminerons notre analyse en présentant les difficultés rencontrées lors de la réélection d'Adrien Pouliot au Bureau des gouverneurs de Radio-Canada, en février 1945, réélection qui a été l'élément déclencheur d'un tollé de protestations dans l'Ouest. Nous verrons comment certains représentants de l'Église catholique et du gouvernement ont aidé Pouliot à surmonter cette crise.

1- L'Église catholique et le développement de la radio française au Canada

L'organisation sociale des Canadiens français est structurée autour des paroisses à partir desquelles s'articulent les institutions scolaires et universitaires, les associations, les mouvements coopératifs, les journaux et, plus tard, la radio. Dans ce tout organique, l'Église demeure le point de ralliement qui occupe une place centrale dans le quotidien de ces populations. Cette remarque est *a fortiori* vraie pour les minorités hors Québec dont les composantes culturelles et linguistiques présentent parfois de graves lacunes.

4. En bref : Margerie est chef du secrétariat de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan ; Denis, vendeur d'assurances à la compagnie Mutuelle de Montréal ; Lepage, secrétaire de Radio-Ouest-Française ; Beauchemin, médecin et homme d'affaires à Calgary ; Deschambault, membre du comité de publicité de CKSB, Manitoba.

Les élites cléricales réalisent très rapidement que la radio peut et doit servir d'instrument d'éducation et renforcer les valeurs culturelles et religieuses.

Lorsque des orientations ou décisions importantes sont prises, comme lors du lancement en 1943 d'une souscription pour venir en aide au journal acadien *L'Évangéline*, les élites religieuses sont, pour ainsi dire, omniprésentes. Dans le cas de la radio, la discrétion s'impose du fait que la radio doit appartenir à des gens d'affaires et non à l'Église. Plus important, croyons-nous, c'est qu'il ne faut pas que la communauté anglophone perçoive la démarche comme une initiative où l'Église cherche à répandre sa foi et sa religion.

Même si le clergé catholique cherche à protéger les fidèles contre tout risque d'assimilation ou toute influence perçue comme dangereuse pour la communauté, un projet comme celui de la radio française rencontre à ses débuts une forte opposition dans les milieux religieux, politiques et journalistiques anglophones et peut facilement basculer dans la précarité. À cet égard, le Comité permanent de la survivance française, fondé en 1937, a pour mission de promouvoir le développement et l'épanouissement des communautés canadiennes-françaises au pays et demeure la clé de voûte des organisations francophones⁵. Au départ, le Comité compte 27 membres et la représentation est répartie comme suit : un membre nommé dans chaque province, des représentants de la Société du Parler français au Canada, des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de Québec, de la Ligue d'Action nationale et les recteurs de l'Université Laval, de l'Université de Montréal et de l'Université d'Ottawa. D'autres associations patriotiques acadiennes, canadiennes-françaises et franco-américaines viendront s'ajouter à la base de l'organisation. L'enjeu de la radio française se manifeste simultanément dans plusieurs provinces. Il est donc primordial que les stratégies proposées par les gens de l'Est et de l'Ouest passent par le Comité permanent d'autant plus que ses membres entretiennent une étroite collaboration avec le clergé pour prévenir les aléas du moment et les conseiller sur toute action vis-à-vis du gouvernement fédéral, des médias ou encore des communautés anglophones parfois réfractaires.

De leur côté, lorsque vient le temps de faire valoir les droits des Canadiens français ou de les représenter publiquement auprès des autorités fédérales, certains membres de l'élite religieuse n'hésitent pas à user de

5. Dès 1940, le Comité permanent de la survivance française porte le nom de Conseil de la vie française. Pour des fins pratiques, nous utilisons indifféremment l'appellation Conseil, Comité permanent ou Comité de la survivance puisque les documents de référence consultés utilisent indifféremment ces dénominations. À ce propos, voir : Paul-Émile GOSELIN, *Le Conseil de la vie française*, Québec, Éditions Ferland, 1967, et spécialement le chapitre 1 «La fondation», p. 1-8.

leur influence ou de leur notoriété. C'est le cas notamment dans l'Est de Messieurs Norbert Robichaud, Arthur Melançon et Camille-André Leblanc qui s'adressent directement au premier ministre, au ministre du Transport ou à toute personnalité influente pour appuyer leurs revendications. Il y a également ceux qui s'impliquent directement en prenant en charge un dossier à travers diverses étapes pour le mener à terme. Pensons notamment à l'abbé Clément Cormier qui agit comme porte-parole en présentant un mémoire sur l'établissement d'une station française dans les Maritimes lors des séances de la Commission royale d'enquête sur les Arts, les Lettres et les Sciences (Commission Massey, 1949). D'autres restent plutôt dans l'ombre, mais n'en influencent pas moins le processus. Le père Georges-Henri Lévesque, doyen à l'Université Laval, est membre de la Commission Massey et, de ce fait, prodigue des conseils à l'abbé Cormier sur la présentation de son mémoire relativement à la création d'une station radio française dans les Maritimes : « Vous pourrez tâcher de m'atteindre au téléphone quelques heures avant votre comparution [Commission Massey] pour me dire quels points vous voudriez développer et je vous questionnerai en conséquence⁶. » Dans les régions de l'Ouest et du centre du Canada, nous avons de hauts représentants du clergé tels que M^{gr} Georges Cabana, évêque coadjuteur de Saint-Boniface, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, évêque de Gravelbourg (1930-1931), Saskatchewan, et archevêque de Québec jusqu'en 1947, ainsi que M^{gr} Ubald Langlois, de Grouard en Alberta, qui apportent leur soutien à la cause de la radio. Mais il n'y a pas que les hauts dirigeants du clergé qui s'investissent dans la cause. À la base, les curés jouent un rôle indispensable du fait qu'ils sont plus près de leurs paroissiens. Lors de la campagne de souscription, le comité d'organisation central fait appel aux curés en leur faisant parvenir un texte pouvant servir à la préparation d'un sermon au sujet de la souscription de Radio-Ouest-Française. Les organisateurs leur fournissent également des rapports d'activités et des rapports financiers sur les fonds recueillis⁷. D'autres se servent des médias écrits pour informer la population des dossiers courants et des actions entreprises sur la question de la radio française. C'est le cas notamment du père Paul-Émile Breton, rédacteur et directeur du journal *La Survivance*, en Alberta⁸.

Les conférences, les rencontres avec des groupes de discussion, la publicité dans les journaux et les causeries radiophoniques s'avèrent

6. Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson, fonds Clément Cormier, 177- 620, Lettre de Georges-Henri Lévesque à Clément Cormier, 21 décembre 1949.

7. Archives de la Ville de Québec (désormais AVQ), fonds Conseil de la vie française, P52- 9(c) 1577- 11, Texte pouvant servir à la préparation d'un sermon au sujet de la souscription de Radio-Ouest-Française, s.d. (10 p.).

8. À titre d'exemple : « Un appel à la collaboration », *La Survivance*, 23 juin 1948, p. 2.

d'excellents canaux de diffusion. Tous ces moyens de communication demeurent sous le patronage des membres du clergé, du Comité permanent ou d'organismes tels que la Société Saint-Jean-Baptiste ou la Chambre de commerce. Le message de Radio-Ouest-Française représente bien cette unité nationale entre l'Ouest et l'Est. Il met l'accent sur l'avenir national et religieux des gens de l'Ouest qui sont menacés « par l'influence toute puissante de la radio-anglaise qui envahit leur foyer » (voir figure 1).

2- Paul-Émile Gosselin : l'âme du Conseil de la vie française

Ordonné prêtre en 1934, l'abbé Gosselin enseigne la philosophie et occupe la Chaire de philosophie de la nature à l'Université Laval de 1944 à 1955. Il est aussi directeur de *L'Action catholique* (1944 à 1955), de la Société du parler français au Canada, de la revue *Vie française* et des Éditions Ferland qui publient, entre autres, les mémoires et les comptes rendus du Conseil. En 1938, Gosselin est nommé secrétaire général au Conseil, poste qu'il occupera jusqu'en 1978. On dira de lui qu'il est l'âme du Conseil de la vie française. Son autorité, conférée par les membres du Conseil, et la gratitude que lui témoigne le clergé catholique pour son aide soutenue à la cause de la radio lui donnent la marge de manœuvre nécessaire pour influencer et agir dans les différentes sphères d'activité politique, sociale et religieuse. Comme secrétaire général, il possède une vue d'ensemble des enjeux régionaux et nationaux et peut, de ce fait, élever le débat et travailler de pair avec les autorités concernées. Dès le début, il développe une étroite complicité avec Adrien Pouliot. Il est en quelque sorte son éminence grise tout en étant à la fois conseiller, défenseur ou modérateur selon les circonstances. Nous verrons à quel point cet homme de l'Église a développé une compréhension élargie et approfondie de situations complexes.

Dès la première assemblée en 1937, le Conseil met sur pied quatre commissions d'étude. L'abbé Maurice Baudoux et sept autres membres siègent sur la commission de la radio, du cinéma et de la presse. Pour des raisons budgétaires, la commission fait long feu. Les membres abandonnent l'élaboration d'un « programme d'émissions destinées à développer le sentiment patriotique⁹ ». Au cours d'une réunion (9 mars 1938), l'abbé Baudoux présente le mémoire qu'il a rédigé et déjà présenté aux membres du Bureau des gouverneurs l'année précédente. Ce mémoire va lui servir de référence pour défendre les droits des Canadiens français dans l'Ouest. Fort des commentaires positifs qu'il a reçus lors de sa présentation devant les gouverneurs, Baudoux a bon espoir que le projet sera réalisé. Mais la

9. P.-É. GOSSELIN, *Le Conseil de la vie française*, p. 18.

Figure 1. Radio-Ouest-Française

LE FAIT FRANÇAIS DANS L'OUEST est menacé!

La population française

Manitoba: 52,996 âmes en 1941
 Saskatchewan: 52,700 " " "
 Alberta: 45,893 " " "

Cette population augmente numériquement et proportionnellement aux autres groupes. Elle demeure française en quasi-totalité.

Les forces vives:

Six diocèses français;
 Trois collèges classiques;
 432 écoles primaires;
 Deux journaux hebdomadaires;

De florissantes associations patriotiques:

- Association d'Éducation des Canadiens français du Manitoba;
- Association Catholique Franco-Canadienne de la Saskatchewan;
- Association Canadienne-Française de l'Alberta;
- Sociétés d'Enseignement post-scolaire;
- Organisations coopératives.

Message de RADIO-OUEST-FRANÇAISE

Fait à St-Boniface, (Manitoba), ce 9 février 1945.

Radio-Ouest-Française a été recensé, parmi la population canadienne-française de l'Ouest, la magnifique somme de cent cinquante mille dollars pour couvrir des postes de radio ad hoc, à la survivance nationale et religieuse de nos compatriotes.

Radio-Ouest-Française fait actuellement appel, par l'entremise du Comité permanent de la Survivance Française, aux groupements provinciaux, et espère que les autres provinces de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, nous aideront à la réalisation de l'entreprise. Il nous faut \$150,000 et nous nous adressons avec confiance au Comité Permanent pour les aider à l'accomplir. L'assentiment nous l'assurons de notre plus vive reconnaissance.

Le président:
 Dr Léo Beauchemin,
 de l'Alberta;

Le secrétaire:
 Abbé Antoine d'Eschambault,
 du Manitoba;

Le secrétaire:
 Antonio de Margerie,
 de la Saskatchewan;

Le mandataire de l'Ouest:
 Mgr Maurice Baudoux, P.D.

Pour une RADIO FRANÇAISE Importance:

Le travail de survivance accompli au foyer, à l'école, à l'église, au sein des associations patriotiques et par la presse appelle un complément: une radio catholique et française. Sans ce complément, la foi et la langue de nos compatriotes courent de graves dangers, de l'aveu de leurs chefs religieux et civils.

Besoins:

- Quatre postes de 1,000 Watts chacun.
- Un au Manitoba, deux en Saskatchewan, un en Alberta.

Coût: \$150,000.00 pour l'érection des postes; \$150,000.00 pour couvrir les défects des premières années d'exploitation.

De l'avis des experts, une radio française disposant de ce capital initial est viable dans l'Ouest canadien.

Solidarité nécessaire:

Nos compatriotes de l'Ouest ont souscrit à date la moitié du montant requis. Ils nous demandent la même somme.

Laisser leur appel sans réponse serait renier notre passé et compromettre notre avenir comme groupe ethnique.

IL NOUS FAUT \$150,000.00

OEUVRE DE SALUT NATIONAL ET RELIGIEUX

Nos compatriotes de l'Ouest ont lutté vaillamment pour conserver leur foi et leur langue.

ILS SONT DEMEURÉS

Canadiens-Français et catholiques malgré toutes les difficultés qu'on leur a suscitées. Mais leur avenir national et religieux est menacé par l'influence toute puissante de la radio-anglaise qui envahit leur foyer.

ILS NE PEUVENT PAS LÀ-BAS CAPTER LES POSTES DE QUÉBEC. ILS SONT TROP LOIN.

Il leur faut des postes de RADIO-FRANÇAISE

Québec les aidera, non pas avec des cents, mais avec des dollars.

Nos archevêques, nos Evêques, nos Associations nationales, nos Chambres de Commerce appuient chaleureusement cette souscription.

Il faut dans chaque paroisse, urbaine ou rurale, riche ou pauvre, former des comités, dresser une liste de noms spéciaux, atteindre l'objectif.

Unissons-nous autour de cette oeuvre magnifique de défense nationale et religieuse.

Soyons généreux

Pour notre foi, pour notre langue, pour nos frères.

PATRONAGE

Son Eminence le Cardinal Villeneuve
 Nos seigneurs les Archevêques et Evêques de langue française du Canada

La Chambre de Commerce de Montréal
 Les Sociétés St-Jean-Baptiste
 Le Comité de la Survivance française

"Comité de Souscription"

Présidents conjoints:
 L'Hon. Cyrille-F. Delage, Québec;
 Monsieur Raymond Denis, Montréal.

SECRETARIATS GÉNÉRAUX

Comité de la Survivance Française,
 Université Laval — Québec
 tél.: 2-2601

Comité de Radio-Ouest-Française,
 Édition de La Sauvegarde,
 152, rue Notre-Dame Est, Montréal,
 tél.: HArbour 7221



Source : Archives de la Ville de Québec, fonds Conseil de la vie française, P52- 9(a), 1577-06, 9 février 1945.

déception s'installe rapidement. Les efforts concertés des Canadiens français des trois provinces pour obtenir une plus grande part de français à la radio donnent très peu de résultats. Depuis sept ans, ces derniers ont multiplié leurs demandes auprès des représentants de Radio-Canada, mais sans succès. La situation s'envenime et les lettres de Baudoux, truffées de remarques critiques, ne font qu'exacerber les tensions d'autant plus qu'Adrien Pouliot, qui cumule deux fonctions (président du Conseil et membre du Bureau des gouverneurs), se trouve pris à partie. Paul-Émile Gosselin doit donc agir avec circonspection pour ramener un certain équilibre entre les hauts dirigeants de Radio-Canada, les membres du Conseil (en l'occurrence Pouliot) et les gens de l'Ouest dont Baudoux.

Dans une lettre datée du 14 juin 1940, Gosselin écrit à Baudoux qu'il est inutile de harceler le bureau central de l'administration de Radio-Canada. Il ajoute :

Monsieur Pouliot a revu monsieur Murray [directeur général à Radio-Canada] à Ottawa. Je dois vous écrire en toute franchise que ce dernier avait été un peu aigri par le ton de vos récentes lettres. Il avait même décidé de ne pas aller rencontrer sur place les groupements français de l'Ouest. Monsieur Pouliot l'a fait revenir sur sa décision¹⁰.

Gosselin termine en précisant qu'il s'agit de synchroniser la campagne de revendication publique que Baudoux a entreprise avec les démarches du Comité permanent. Cette proposition fait preuve d'ouverture et se veut une autre tentative pour rallier Baudoux aux visées du Comité permanent.

La création d'une radio française dans l'Ouest ne se fait pas du jour au lendemain. Plusieurs obstacles restent encore à surmonter avant que la première station, CKSB au Manitoba, ne soit créée en 1946. La période 1940-1945, qui coïncide avec la présidence de Pouliot au Conseil de la vie française, est donc cruciale pour la réussite de ce projet et Gosselin ne saurait être trop prudent pour éviter de froisser les susceptibilités de ceux qui exercent un pouvoir décisionnel. Dans une lettre adressée à Gladstone Murray, il utilise un ton modéré pour lui rappeler sa promesse consistant en un quart d'heure d'émissions de nouvelles en français dans l'Ouest. Il lui signifie également que les membres du Comité permanent

ont comparé la situation faite par Radio-Canada à la minorité anglaise du Québec et celle qui est faite aux minorités françaises des autres provinces. Ils n'ont pu s'empêcher de constater la différence de traitement. Ils

10. Archives de la Saskatchewan (désormais AS), R128- 15, Lettre de Paul-Émile Gosselin à Maurice Baudoux, 14 juin 1940.

souhaitent que des efforts soient tentés le plus tôt possible pour améliorer le sort des minorités françaises des Maritimes et de l'Ouest¹¹.

À titre de secrétaire général, Paul-Émile Gosselin exerce d'autres responsabilités importantes, dont la souscription de 1944 qui consiste à amasser des fonds pour venir en aide à la radio française dans l'Ouest.

3- La campagne de souscription

Le projet d'une campagne de souscription fait suite à la visite de Pouliot dans l'Ouest au cours de l'été 1943. Ce dernier acquiert la conviction qu'il est possible et nécessaire de construire trois postes de radio française dans les provinces de l'Ouest. Lors d'une réunion du Conseil de la vie française, Pouliot en préconise la construction pour un coût total évalué à 175 000 \$. Il suggère d'organiser une souscription de 100 000 \$ au Québec et une dans l'Ouest pour combler la différence. Les membres du Conseil approuvent la résolution et chargent le secrétariat de dresser le plan d'une campagne de souscription pour 1944 ou 1945. Paul-Émile Gosselin se rend dans l'Ouest pour discuter des modalités du projet en indiquant qu'il faut préalablement obtenir le feu vert du Bureau des gouverneurs. Le 7 mai 1944, les gouverneurs accordent un permis pour la construction d'un poste à Saint-Boniface, ce qui ouvre la voie à cette campagne¹². Les deux principaux responsables de celle-ci sont Raymond Denis pour l'Ouest et Paul-Émile Gosselin pour l'Est. Le 25 juin 1944, a lieu son lancement officiel dans l'Ouest. Celle du Québec est retardée jusqu'à l'automne 1945 en raison de la réélection de Pouliot comme membre du Bureau des gouverneurs¹³. Nous y reviendrons.

Dans l'intervalle, Gosselin rédige et publie une brochure intitulée *Radio-Ouest-Française* (voir figure 1) qui sert de référence aux comités de souscription et d'outil de communication aux médias pour décrire l'urgence de la situation : « Cette brochure est un appel en faveur des cent cinquante milles [*sic*] Canadiens français de l'Ouest menacés dans l'intimité même de leurs foyers par la radio anglo-protestante¹⁴. » Gosselin présente, entre autres,

11. AS, R128- 15, Lettre de Paul-Émile Gosselin à Gladstone Murray, 10 octobre 1940.

12. Nous avons résumé les propos de P.-É. GOSSELIN, *Le Conseil de la vie française*, p. 63-66.

13. Pouliot fait face à de farouches opposants, notamment des organisations anglophones qui s'opposent à sa réélection et le Conseil ne veut pas mettre en péril la souscription. Voir : AVQ, P52- 9(c), 1579-11, Lettre d'Adrien Pouliot à M^{gr} Georges Cabana, 16 mai 1944; AVQ, fonds Conseil de la vie française, P52- 9(a), 1577-11, Lettre d'Adrien Pouliot à Maurice Baudoux, 20 janvier 1945.

14. Paul-Émile GOSSELIN, « Radio-Ouest-Française », *Pour survivre*, vol. VII, n° 1, (mars 1945), p. 3.

les difficultés des Canadiens français pour faire reconnaître leurs droits, les inégalités existantes entre les deux peuples fondateurs et l'espérance d'un avenir prometteur pour les francophones de l'Ouest. Comme secrétaire conjoint du Comité central d'organisation pour la souscription nationale et secrétaire général du Conseil de la vie française, la tâche de Gosselin est ardue et parfois délicate. Bien que cette double fonction comporte des chevauchements administratifs, il n'en demeure pas moins que ce dernier doit non seulement coordonner les activités reliées à la souscription dans l'Est du Canada, mais aussi rassembler et colliger l'information pour les différentes sections organisatrices, répondre à leurs demandes, tenir des séances d'études avec des experts en radio, entreprendre des démarches pour l'obtention d'autres permis de radio. Parallèlement, il doit, comme secrétaire général, assurer la correspondance adressée au Conseil par divers intervenants de la radio. Les requêtes sont nombreuses : qu'il s'agisse de demandes spécifiques pour une région, de plaintes formelles d'une communauté, d'un soutien financier pour l'achat ou l'amélioration de technologies nécessaires à la radiodiffusion, de conférences ou de présentations à des groupements divers, Gosselin représente le Conseil à tous les niveaux.

Entre le 31 mars et le 2 juin 1945, Gosselin rédige neuf rapports sur *Le fait français dans l'Ouest canadien*. En contrepoint de ces rapports s'ajoutent des causeries radiophoniques et des articles publiés dans divers journaux français du pays. Le réseau clérical apparaît ici comme l'appareil central de cohésion des communautés francophones. Il demeure la cheville ouvrière de la campagne puisque son implantation paroissiale lui permet de rejoindre la population francophone dans les diocèses. Dans cette structure ordonnée, l'épiscopat de langue française de l'Ouest et celui du Québec donnent leur approbation et «chargent officiellement le Conseil de la Vie française de l'organisation de la souscription pour la radio dans l'est¹⁵». De ce fait, Paul-Émile Gosselin joue le rôle de pivot à la fois comme responsable de la campagne dans l'Est, secrétaire général du Conseil et intermédiaire avec les plus hautes instances du clergé. Celui-ci est, de fait, appelé à transmettre toute information pertinente sur l'évolution de la campagne aux autorités concernées, ne serait-ce que pour assurer un suivi, obtenir leur accord sur la démarche entreprise ou encore pour redresser une situation critique. En contrepartie, les membres du clergé s'engagent à promouvoir la campagne sous toutes ses formes. Par exemple, les évêques de l'Ouest et d'autres personnalités accompagnent Pouliot et Gosselin pour sillonner le Québec dans le but d'appuyer les organisateurs locaux¹⁶. Autre geste concret : la lettre du cardinal Villeneuve de l'archevêché de Québec adressée à Pouliot sert de

15. P.-É. GOSSELIN, *Le Conseil de la vie française*, p. 67.

16. Il s'agit, entre autres, de Messeigneurs Georges Cabana, Marie-Joseph Lemieux, Martin Lajeunesse et Henri Routhier.

levier à l'organisation de la campagne : « je [cardinal Villeneuve] crois de mon devoir d'inviter mes compatriotes à entendre les appels que le Comité de la Survivance lancera pour solliciter leur aide en faveur de nos amis de l'Ouest¹⁷ ». Nous pourrions ainsi énumérer une longue liste d'actions de l'Église. Qu'il suffise de souligner que le clergé est omniprésent dans toutes les sphères d'activité de la campagne et que Paul-Émile Gosselin occupe une position centrale dans cette organisation. Soyons clair cependant : ce dernier ne prend aucune décision unilatérale sur des questions délicates ou complexes. Il consulte les membres du Conseil, en particulier, Adrien Pouliot, pour toute action importante, voire épineuse. En retour, les membres lui expriment une confiance absolue pour toute intervention qui ne nécessite pas une prise de décision coordonnée.

4- Paul-Émile Gosselin et son engagement auprès des communautés francophones

L'expérience que possède l'abbé Gosselin lui permet d'anticiper, avec une étonnante justesse, la réaction du public, des hautes instances de l'Église et celle des dirigeants de Radio-Canada. Et pour cause ! Suite à la sollicitation de l'archevêque de Moncton, M^{gr} Norbert Robichaud, pour le lancement d'une campagne de financement du futur quotidien, *L'Évangéline*, l'abbé Gosselin devient membre d'office d'un comité provisoire pour le Québec. Il connaît bien les difficultés rencontrées pour atteindre l'objectif fixé d'autant plus qu'au moment où il s'adresse aux membres du Conseil, le processus est en cours et il reste encore quelques détails à régler, notamment de « renseigner les souscripteurs sur l'usage qu'on [Comité central] entend faire des montants qu'ils ont versés...¹⁸ » Quant à la réaction des évêques au projet d'une nouvelle campagne de financement, le problème majeur n'est pas tant le rapprochement des deux campagnes (celle de *L'Évangéline* et celle de la radio de l'Ouest), bien que la sollicitation financière du journal acadien puisse désavantager quelque peu celle de la radio. Plus importante demeure la réaction des anglophones du pays. Les opposants au projet de la radio française dans l'Ouest proviennent de divers milieux anglophones. Il y a, bien sûr, les représentants de sectes religieuses, en particulier le

17. Archives de l'Université Laval (désormais AUL), fonds Adrien Pouliot, P168-4-1-5, Lettre du cardinal Rodrigue Villeneuve à Adrien Pouliot, 11 janvier 1945. Pouliot s'empresse de faire suivre la lettre au docteur Léon-Omer Beauchemin de Calgary comme signe d'encouragement et d'appui d'une des plus hautes instances de l'Église au Canada. Voir à cet effet : AUL, fonds Adrien Pouliot, P168-4-2, Lettre d'Adrien Pouliot à Léon-Omer Beauchemin, 22 janvier 1945.

18. AUL, fonds Adrien Pouliot, P168-4-1-2, Procès-verbal de la 66^e réunion du Bureau du Comité permanent, tenue le 19 novembre 1943 au Petit Salon de l'Université Laval, p. 423.

Rev. Grimwood qui, parlant au nom des sectes baptistes, «accuse les promoteurs de l'entreprise [de la radio] de n'être que les instruments de l'Église catholique qui cherche à dominer le pays et qui menace l'unité du Canada¹⁹». Malgré le danger que représentent les fanatiques de l'Ordre d'Orange, les sectes baptistes, certains médias anglophones (*Winnipeg Free Press*, *Edmonton Bulletin*) et même certains représentants du gouvernement de l'Alberta (Ernest Manning, W.A. Fallow), les catholiques anglophones finiront par montrer de la sympathie à la cause de la radio française. Certes, ce changement d'attitude prendra quelques années, si l'on en juge par l'article publié en 1948 dans le journal *La Liberté et le Patriote* qui révèle que les catholiques anglais et les journaux anglophones approuvent «l'attitude des Canadiens français à l'égard de la radio française²⁰». Il appert que la station CKSB (Manitoba) a jeté les bases d'une nouvelle approche, d'un changement de comportement par rapport à la coexistence des deux peuples fondateurs. Le directeur de la station, Louis Leprohon, déclarait au journal *La Survivance* : «le poste français du Manitoba est réellement en train de transformer la mentalité de ceux-là mêmes qui se sont évertués depuis des années à combattre tout ce qui est catholique et français²¹». Manifestement, la population anglophone de cette province se sent de moins en moins menacée par la présence d'une station française. Par ailleurs, nous observons une attitude similaire qui se répand dans les deux autres provinces de l'Ouest, et ce, malgré l'opposition farouche des «fanatiques anticatholiques» – pour reprendre l'expression de Pouliot – qui poursuivent leur combat. Dans l'intervalle, la prudence est de mise. Non seulement les organisateurs de la campagne doivent anticiper la réaction du public et des hautes instances de l'Église, mais encore celle du Bureau des gouverneurs de Radio-Canada. En 1944, Raymond Denis, président de la campagne de souscription pour l'Ouest, a bien saisi l'enjeu politique que pourrait représenter cette collecte de fonds :

Une souscription organisée par le Comité Permanent serait certainement connue des Gouverneurs qui craignent une réaction parmi la population anglaise de l'Ouest et qui profiteraient de cette souscription qu'ils ont moralement interdite, pour refuser, plus tard, les autres postes²².

Lors des rencontres dans l'Ouest, Gosselin fait figure de leader en exposant aux représentants «quelques aspects du travail préliminaire à faire

19. France LEVASSEUR-OUIMET, *CHFA de 1949 à 1999. Écoutez vous verrez : 50 ans de radio française en Alberta*, Chicoutimi, Les Éditions Félix, 1999, p. 96.

20. «Les catholiques anglais et la Radio française», *La Liberté et le Patriote*, 6 février 1948, p. 1.

21. «Radio Saint-Boniface et les Anglo-Canadiens», *La Survivance*, 31 décembre 1946, p. 2.

22. AS, R128, 37(a), Lettre de Raymond Denis à Maurice Baudoux, 5 juin 1944.

et signale les obstacles qu'il faudra surmonter». Il propose de «constituer le plus tôt possible des Comités régionaux d'organisation qui travailleront sous l'égide du Comité central et des Comités provinciaux». Il élabore un plan de communication «pour alimenter la propagande qui devra se faire dans les journaux, les revues, à la radio et dans les rencontres entre groupements et individus susceptibles de s'intéresser à la question²³». Bref, il donne le ton à la stratégie que devront déployer les gens de l'Ouest et veut, du même coup, établir des ponts «pour favoriser un rapprochement désirable entre Canadiens français de l'Est et de l'Ouest²⁴». Cet équilibre auquel tend Gosselin permet de s'aligner sur un dénominateur commun tant au niveau social, technique que stratégique. Pour être efficace, tout projet sanctionné par le Conseil doit être coordonné selon une vue d'ensemble.

5- La réélection d'Adrien Pouliot

En janvier 1945, lorsqu'Adrien Pouliot apprend l'existence d'un fort mouvement pour bloquer sa réélection au Bureau des gouverneurs de Radio-Canada, Paul-Émile Gosselin se porte aussitôt à sa défense. Il écrit à Maurice Baudoux en lui indiquant que ce mouvement semble être dirigé par le ministre, C.D. Howe, celui-là même qui, en 1939, voulait remplacer le Bureau des gouverneurs par un comité exécutif réduit et, du même coup, éliminer Adrien Pouliot²⁵. Gosselin demande à Baudoux d'écrire au ministre de la Justice, Louis Saint-Laurent, responsable de la nomination des gouverneurs, afin qu'il contacte les personnalités anglaises et françaises qui seraient prêtes à soutenir Pouliot. Le temps presse et il faut agir vite «car la nomination peut sortir d'un jour à l'autre²⁶». Il n'y a pas que le ministre Howe qui s'oppose à la nomination de Pouliot. Dans une lettre qu'il fait parvenir à Baudoux, Pouliot dénonce «une campagne systématique [...] organisée par les Loges [orangistes] pour que [son] terme ne soit pas renouvelé à Radio-Canada²⁷».

Adrien Pouliot a été pris pour cible par les opposants de la radio, non seulement parce qu'il représentait les intérêts des Canadiens français, mais aussi parce qu'il était identifié comme un apôtre de la religion catholique.

23. AUL, Procès-verbal de la 66^e réunion, p. 423.

24. AUL, Procès-verbal de la 66^e réunion, p. 423.

25. Selon l'auteur Frank W. Peers, «Howe aurait laissé entendre qu'une des raisons pour retirer l'entière autorité du Bureau des gouverneurs était fondée sur le fait que certains membres, en particulier Adrien Pouliot et Alan Plaunt, "étaient susceptibles d'être menaçants"», dans Frank W. PEERS, *The Politics of Canadian Broadcasting, 1920-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, p. 302.

26. Archives publiques de l'Alberta, Lettre de Paul-Émile Gosselin à Maurice Baudoux, 19 janvier 1945.

27. AVQ, fonds Conseil de la vie française, P59- 9(c), 1579- 11, Lettre d'Adrien Pouliot à Maurice Baudoux, 20 janvier 1945.

Au Québec, à Ottawa, tout comme dans le reste du pays, il était de notoriété publique que Pouliot possédait des appuis dans le clergé. Lors du renouvellement de son mandat, il écrira : « Si mon mandat a été renouvelé pour une quatrième fois comme Gouverneur de Radio-Canada en dépit de cette lutte sournoise des fanatiques anticatholiques c'est bien dû à l'épiscopat canadien et de tous mes amis des provinces minoritaires du pays²⁸ ». Gosselin doit donc tout mettre en œuvre pour défendre Pouliot. Il sollicite l'appui de Baudoux et Breton afin qu'ils prennent contact avec des personnes influentes dans l'Ouest et qu'ils interviennent auprès des ministres Léo Richer Laflèche ou Louis Saint-Laurent. La stratégie porte ses fruits. La réponse du ministre Saint-Laurent est on ne peut plus claire :

J'ai bien reçu votre lettre du 23 janvier concernant la réélection de monsieur Pouliot [...] je suis à même d'apprécier les mérites et la compétence de monsieur Pouliot, et ayant reçu de très nombreuses représentations semblables à celle que vous me faites vous-même, je me suis fait un devoir et un plaisir d'en faire part à mes collègues. Je suis heureux de vous dire que j'ai raison de croire que la nomination de monsieur Pouliot pour un nouveau terme d'office sera annoncée officiellement d'ici peu²⁹.

Si l'on en juge par les propos de Pouliot à M^{gr} Cabana, le ministre Saint-Laurent suit le dossier de près :

Mon terme comme gouverneur expire le 2 novembre prochain et j'ai été informé que certaines loges avaient l'intention de s'opposer à ma réélection. Toutefois, le ministre [Saint-Laurent] que j'ai avisé de la chose, m'a dit confidentiellement : Je fais mon affaire de tout ceci, je tiens à vous et cela m'insulterait même si vous aviez la moindre inquiétude à ce sujet³⁰.

Dans l'esprit des opposants, la réélection de Pouliot est liée à la demande de la station française en Alberta. Selon eux, la victoire de la station CKSB, Manitoba, est attribuable à Pouliot et sa relation avec le clergé. Le gouvernement albertain d'Ernest Manning ne voulait surtout pas qu'une telle situation se produise dans sa province. Manning considérait qu'il s'agissait d'une « violation flagrante des droits démocratiques de la population en Alberta [...] C'est un mépris de la résolution adoptée par l'Assemblée législative et des objections présentées par différentes organisations de cette province³¹. » Cette protestation collective aurait pu

28. AUL, fonds Adrien Pouliot, P168- 4- 2, Lettre d'Adrien Pouliot à M^{gr} Henri Belleau, 3 février 1948.

29. AS, R-128-15, Lettre du ministre Louis Saint-Laurent à Maurice Baudoux, 26 janvier 1945.

30. AUL, fonds Adrien Pouliot, P168- 4- 1- 5, Lettre d'Adrien Pouliot à M^{gr} Georges Cabana, 17 août 1944.

31. « Observatoire - Une déclaration et un souhait », *La Survivance*, 24 mars 1948, p. 1.

entraîner des conséquences dangereuses et Paul-Émile Gosselin le savait pertinemment quand il écrivait à Baudoux que « le sort de Radio-Ouest est en jeu ». Les fanatiques anticatholiques craignaient non seulement que le français se répande dans les provinces de l'Ouest mais, comme nous l'avons déjà souligné, que l'Église catholique se serve de la radio pour s'étendre à la grandeur du pays. À notre avis, cette idée reçue n'est pas partagée par le haut clergé catholique anglophone et encore moins par la presse anglophone, à l'exception de deux quotidiens d'Edmonton que nous avons déjà mentionnés. La littérature parcourue sur cette question fait état de groupuscules hostiles à tout ce qui est « français et catholique » en dehors du Québec³². À preuve : en 1947, les opposants au projet d'une radio française dans l'Ouest se présentent, le 18 septembre 1947, devant les gouverneurs de Radio-Canada à Calgary et se font rappeler par Adrien Pouliot que le Canada est un pays bilingue et que la première langue parlée dans l'Ouest a été le français. Lors de cette séance publique, Pouliot prononce un discours sur la contribution des deux peuples fondateurs en évoquant l'époque de la Confédération, le débarquement de Dieppe où soldats anglais et français y ont laissé leur vie pour la patrie et termine en disant : « Voilà trois cents ans que nous sommes ici [...] et nous allons y rester!³³ » Le lendemain, d'affirmer l'auteure Danièle Ouellet, des journaux de tout le pays, aussi bien anglais que français, reproduisent en tout ou en partie son mémorable discours. La presse est unanime : c'est une question de justice. La majorité des journaux anglais de l'Ouest, indique-t-elle, accueille très favorablement son plaidoyer³⁴. Quelques semaines plus tard, le journal *La Survivance* écrit : « nous nous réjouissons tout particulièrement de voir un si grand nombre de nos compatriotes anglo-protestants nous appuyer sans réserve dans nos demandes³⁵ ». Force nous est de constater que les déclarations des opposants ont eu un effet boomerang et qu'elles ont renforcé la décision des gouverneurs plutôt que de l'ébranler. Qui plus est, le discours de Pouliot, qui s'inscrit en

32. Le journal *La Survivance* mentionne que le dossier concernant Radio-Edmonton contenait 76 508 signatures recueillies dans 305 institutions, plus de 650 lettres, 32 résolutions et 31 télégrammes provenant des tenants de la radio. De leur côté, les opposants recueillaient 514 signatures, 94 lettres, 15 résolutions et 5 télégrammes. Voir : « Radio-Edmonton devant le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada. Les Baptistes et les Orangistes ont été les seuls à faire opposition au projet », *La Survivance*, 28 janvier 1948, p.1.

33. AUL, fonds Adrien Pouliot, P168/4/3, Réplique de M. Adrien Pouliot aux déclarations de l'Union baptiste de l'Ouest du Canada à Calgary, le 18 septembre 1947. Voir également : « Cette affaire de radio », *L'Autorité*, Montréal, 27 septembre 1947, p. 1-2.

34. Danièle OUELLET, *Adrien Pouliot, un homme en avance de son temps*, Montréal, Boréal, 1986, p. 160 et suiv.

35. « Deuxième communiqué officiel de l'A.C.F.A. au sujet de la radio », *La Survivance*, 22 octobre 1947, p. 1 ; « Observatoire Répondez S.V.P. ! », *La Survivance*, 22 octobre 1947, p. 1. Concernant les appuis d'anglophones pour une radio française : AUL, fonds Adrien Pouliot, P168/4/2, Lettre de Maurice Baudoux à Adrien Pouliot, 23 mai 1947.

faux contre les propos de l'Union baptiste, a sonné le glas des opposants. La presse anglophone qui assistait à la rencontre n'a d'ailleurs pas hésité à légitimer ses propos. Et que dire de l'intervention du gouverneur anglo-protestant, Howard B. Chase, qui a rabroué les ministres protestants face à des préjugés de religion et de race³⁶ ?

Cette lutte prend fin lorsque le ministre Saint-Laurent entérine la nomination de Pouliot et que le ministre des Transports, Lionel Chevrier, approuve la demande de Radio-Edmonton (CHFA). Soulignons au passage que la relation entre Louis Saint-Laurent, M^{gr} Georges Cabana et Adrien Pouliot en est une de longue date et qu'elle transpire de plus en plus dans les milieux anglophones de l'Ouest depuis que Louis Saint-Laurent est devenu, en 1948, premier ministre du Canada.

Conclusion

Au cours des années 1940 et 1950, le Conseil de la vie française marque une étape décisive en ce qui a trait à la radio. Malgré les difficultés rencontrées, il remplit avec succès sa mission, à savoir soutenir et défendre les intérêts nationaux des populations de langue française et appuyer la création de stations dans l'Est et l'Ouest du pays. Sans l'engagement solidaire de Paul-Émile Gosselin et l'appui inconditionnel du clergé catholique dans la réalisation de ces projets, la radio française n'aurait probablement pas connu un tel succès ! En outre, la symbiose entre le Conseil et les divers intervenants demeure tout aussi importante puisqu'elle permet de fixer les balises du réseau radiophonique national qui s'étend des Prairies aux Maritimes.

Notre analyse nous a également permis de mettre en lumière les luttes qui se sont poursuivies à différents niveaux : technique, administratif, politique et financier. Nous avons également mis en relief l'intervention de l'Église catholique pour préserver les valeurs fondamentales des Canadiens français, telles que la langue, la religion et la culture, intervention qui, selon nous, est à l'avant-garde de tous les combats. Dès lors, il n'est pas surprenant de constater que la radio exacerbe les tensions et provoque chez certains des dissensions. Dans ce contexte, elle apparaît comme le visage romain de Janus, évoluant dans deux univers parallèles : pour les anglophones, la radio française représente un danger pour l'unité nationale et la liberté religieuse, tandis que pour les francophones, la radio anglaise envahit les foyers pour les angliciser et les « protestantiser³⁷ ». La radio se trouve ainsi prise à partie

36. « Un débat imprévu », *La Survivance*, 24 septembre 1947, p. 2.

37. Voir « L'apport des postes de radio à l'œuvre de la survivance », *La Liberté et le patriote*, 15 novembre 1957, p. 3. Baudoux affirme que lorsqu'on « ouvre la radio, c'est presque uniquement de l'anglais qui envahit la maison, se conjuguant à toutes les forces

entre deux mondes, deux solitudes – pour reprendre l’expression consacrée de Hugh MacLennan. Le Conseil de la vie française est conscient qu’il lui faut contrebalancer cette perception du milieu anglophone qui, au début du moins, s’oppose catégoriquement à la radio française. Mais comment y arriver quand cette nouvelle technologie traverse les frontières sans égard à la langue, la religion ou la population ? Quelle stratégie le Conseil doit-il développer pour vaincre cette farouche opposition et assurer un rayonnement adéquat pour les Canadiens français ? Comment affirmer ses droits sans engager une confrontation directe avec les opposants ? Ce sont là des questions auxquelles nous n’avons répondu que partiellement, mais qui, nous l’espérons, auront permis de susciter une réflexion d’ensemble sur l’apport du clergé catholique, le rôle du Conseil de la vie française et de Paul-Émile Gosselin dans le développement de la radio française au Canada.

anglaises du dehors pour gruger petit à petit la mentalité française de notre peuple ». Dans : Musée virtuel francophone de la Saskatchewan, [en ligne] <http://musee.societehisto.com/le-fait-francais-dans-l-ouest-n378-t451.html> (consulté le 30 juin 2019).